

**SEMINAIRE D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018**

*25 – 27 juillet 2017*  
**Pullman Grand Hôtel**

**RAPPORT DES TRAVAUX DU SOUS-GROUPE AFFAIRES ETRANGERES**

**Juillet 2017**

## **Méthodologie du travail**

La méthodologie utilisée par le groupe a été participative. Elle a consisté à écouter chaque service d'assiette en vue d'identifier les problèmes auxquels le service tant en dépenses qu'en recettes, en dépister les causes, arrêter les stratégies et les actions à mener.

Le sous groupe a travaillé sur le rapport des travaux d'évaluation des politiques publiques des Affaires étrangères, un service à Loi de programmation.

Le groupe a évoqué les différentes dépenses qui permettraient au pays de redynamiser la diplomatie congolaise afin de la rendre forte et agissante.

Ces problèmes concernent essentiellement :

### ***A. Les missions diplomatiques***

- La rémunération des engagés locaux qui connaissent des arriérés et connaissait un non de paiement par rapport aux contrats signés ;
- L'accumulation des loyers impayés dans les postes diplomatiques. Il s'agit d'abord des besoins en terme de loyer et charges connexes non encore payés pour les chancelleries et les résidences des diplomates pour un montant de près de **52.634.700 FC**. Il y a également les prévisions pour l'horizon 2018 – 2020 dont le cumul est de **2.448.765.765 FC**
- Les besoins de rapatriement pour 464 diplomates ayant largement dépassé le nombre d'années de leur mandat ainsi que les familles des décédés en poste. Un montant moyen **51.990 USD** est insuffisant pour rapatrier une famille de diplomate. Entre 2018 et 2020, le Ministère prévoit un cumul de **31.628.110.397 FC**. Le rapatriement a pour corolaire l'envoi d'autres diplomates en poste, d'où le besoin en terme de titre de voyage et de frais d'installation.

- Les cotisations internationales, elles ont été exécutées à hauteur de **18.418.255 USD** en 2016 et de **3.906.994 USD** entre janvier et juin 2017. Le stock global à payer se présente comme suit :
  - ❑ USD : 17.372.075 ;
  - ❑ Euro : 45.740.849 ;
  - ❑ Livre sterling : 12.599 ;
  - ❑ DTS : 429.771 ;
  - ❑ FCFA : 990.997.587.
- La prise en compte des soins médicaux en faveur des cadres et agents du secteur. A ce sujet, le groupe a suggéré que cette dépense soit incorporée dans le frais de fonctionnement versés aux missions chaque mois pour leur permettre de payer mensuellement les cotisations dans les mutuelles de santé ;
- La fermeture des ambassades, certaines missions diplomatiques devront être fermées. Le pays prévoit de le faire progressivement à raison de deux par an pour un coût moyen de **1.200.000 USD** par mission. Pour l'horizon 2018 – 2020, il est prévu un cumul de **14.035.920.000 F** ;
- L'acquisition et construction des bâtiments pour les missions diplomatiques. L'Etat congolais devra payer les soldes restants pour certaines missions comme le consulat de Ndola et la Chancellerie de Windhoek, la construction des bâtiments dans les pays où les terrains sont déjà acquis comme à la République du Cameroun. Il faudra également liquider d'autres litiges en la matière.

## ***B. Pour l'Administration centrale***

- Le besoin de réhabilitation du bâtiment et son équipement en matériel de bureau. Le matériel actuel étant vétuste datant de plus de 40 ans. Le Ministère a prévu un cumul de **41.576.135.396 FC** pour la période de 2018 – 2020 ;
- Le fonctionnement, le Ministère n'a reçu les frais de fonctionnement qu'à deux reprises en six ans, ce qui handicape son bon fonctionnement. Ainsi, le Ministère sollicite une enveloppe cumulée pour la période de l'ordre de **41.576.135.396 FC** ;
- La rémunération du Ministère est faible et ne permet pas aux diplomates d'avoir un minimum vital requis par rapport à la noblesse de la profession. D'où, la demande du Ministère en terme d'amélioration progressive de son barème dont le cumul additionnel jusqu'en 2020 s'élève à **82.660.023.138.915 FC**

Fait à Kinshasa, le 27 juillet 2017.